



Tunisie : Une formation entrepreneuriale peut-elle améliorer les opportunités d'emploi des diplômés universitaires?

Un niveau d'éducation plus élevé ne suffit pas nécessairement à améliorer les perspectives d'emploi, tout particulièrement dans les pays en développement. Comme le souligne le *World Development Report 2013* (rapport annuel de la Banque Mondiale sur le développement), le décalage entre les compétences et aspirations des diplômés universitaires, et la réalité du marché de l'emploi non seulement limite le développement économique d'un pays, mais peut également nuire à la cohésion sociale. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'accès aux études supérieures a augmenté rapidement durant les dernières décennies, tout comme le taux de chômage chez les jeunes adultes. Le chômage et le sous-emploi sont considérés comme des éléments déclencheurs du Printemps Arabe, qui a commencé avec la « Révolution de jasmin » en Tunisie début 2011. Avant même le début du Printemps Arabe, de nombreux pays de la région et d'ailleurs avaient reconnu l'importance d'améliorer les perspectives d'emploi pour leurs citoyens. Le défi auquel ces gouver-

nements sont confrontés est celui de déterminer quels programmes fonctionnent et dans quelles situations.

La Banque Mondiale est déterminée à aider les pays à répondre aux besoins de leur population en matière d'emploi, ce qui fait partie des Objectifs du Millénaire pour le Développement des Nations Unies. En Tunisie, la Banque Mondiale a travaillé de pair avec le Gouvernement pour évaluer un programme de formation entrepreneuriale et d'accompagnement au développement de plan d'affaires destiné aux étudiants universitaires. Les résultats de l'évaluation montrent que le programme a facilité l'insertion des diplômés dans les emplois indépendants, et aidé les étudiants à acquérir des compétences entrepreneuriales. Sachant que les gouvernements des pays de cette région sont en prise avec un taux de chômage élevé chez les jeunes instruits et qualifiés, les leçons tirées de cette évaluation peuvent aider les responsables politiques et experts en développement à façonner des programmes plus efficaces.

Contexte

Le Gouvernement tunisien reconnaît depuis longtemps le décalage entre les attentes des diplômés universitaires, qui sont de plus en plus nombreux, et les emplois disponibles. Comme dans d'autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, le taux de chômage chez les jeunes Tunisiens sortants de l'université est extrêmement élevé. Il était de 44 pour cent en 2009, contre 34 pour cent en 2005. En 2009 et dans le cadre d'un éventail de mesures destinées à élargir les opportunités d'emplois pour les jeunes diplômés,

le gouvernement a introduit dans le cursus de licence appliquée (premier cycle universitaire) une voie spécifiquement dédiée à l'entrepreneuriat. Les étudiants pouvaient ainsi, au cours de leur dernier semestre, recevoir une formation à l'entrepreneuriat et un accompagnement personnalisé à l'élaboration d'un plan d'affaires. Le programme a débuté lors de l'année universitaire 2009/10, et les étudiants éligibles, appartenant aux 12 universités publiques du pays, y ont participé au cours de leur second semestre, de février à juin 2010.

Evaluation

Les 18 682 étudiants en troisième et dernière année de licence appliquée étaient éligibles au programme. 9 pour cent, soit 1702 étudiants, s'y sont inscrits. Certains ont postulé en pair, d'où un nombre total de 1506 projets inscrits. Les deux tiers des candidats étaient des femmes, ce qui est représentatif de leur taux d'inscription à l'université.

Sachant que le programme ne pouvait couvrir que la moitié des candidats environ, les responsables du programme et chercheurs responsables de l'évaluation ont sélectionnés aléatoirement la moitié des étudiants pour participer au programme, tandis que l'autre

moitié a poursuivi le cursus universitaire classique. La sélection aléatoire a été réalisée au niveau des projets, et l'échantillonnage était stratifié par genre et par filière d'étude. Le groupe expérimental comptait 856 étudiants et le groupe témoin 846. Les étudiants ont suivi la formation de février 2010 à juin 2010, date à laquelle ils ont reçu leur diplôme. Des enquêtes de suivi ont été réalisées en personne entre avril et juin 2011, quelques mois après la révolution tunisienne. Les questionnaires portaient notamment sur l'emploi, les compétences entrepreneuriales et comportementales, ainsi que les aspirations personnelles.

Résultats

Les étudiants sélectionnés pour suivre la voie entrepreneuriale étaient davantage susceptibles de travailler à leur propre compte un an après avoir obtenu leur diplôme.

La probabilité de travailler à son compte était supérieure de 3 points de pourcentage chez les étudiants ayant suivi la formation à l'entrepreneuriat, par rapport à ceux n'ayant pas bénéficié. Sachant que la proportion des travailleurs indépendants dans le groupe témoin était très faible, de l'ordre de 4,4 pour cent, ces 3 points de pourcentage représentent une augmentation de 68 pour cent dans la probabilité de travailler à son compte après obtention du diplôme (les indicateurs ne prennent pas en compte le travail en entreprise familiale).

Si le programme a atteint son principal objectif, celui de promouvoir l'insertion dans le travail indépendant, le taux d'emploi global n'a pas changé chez les bénéficiaires du programme.

Les diplômés de la voie entrepreneuriale étaient davantage susceptibles de lancer leur propre projet, mais pas de trouver un emploi salarié. En effet, les taux d'emploi et de chômage sont restés inchangés. Environ 29 pour cent des étudiants

étaient employés un an après l'obtention de leur diplôme, tandis que 49 pour cent étaient au chômage. Cela laisse penser que le programme a partiellement substitué des étudiants de l'emploi salarié vers l'emploi indépendant. Il est possible que les jeunes diplômés ayant créé leur propre projet aient libéré des emplois salariés pour des étudiants ne faisant pas partie du programme, mais l'évaluation n'a pas été conçue pour mesurer de tels effets. Dans l'ensemble, il n'y a pas eu d'impact notable sur le taux d'emploi des diplômés, un an après leur sortie de l'université.

Le programme cherchait à donner aux étudiants les compétences nécessaires pour devenir des entrepreneurs et élaborer des plans d'affaires.

Le programme avait deux volets. Le premier consistait en une formation entrepreneuriale de 20 jours organisé par l'Agence Nationale d'Emploi et du Travail Indépendant (ANETI), et destiné à fournir aux étudiants les compétences commerciales, comportementales et sociales nécessaires à la création réussie d'un projet. Les étudiants ont suivi une formation pour développer une idée d'entreprise, rédiger un plan d'affaire et apprendre à gérer leur projet. Par la suite, ils ont présenté leur plan d'affaires à des banquiers et des experts afin de recevoir

Cette note s'appuie sur l'article « *Entrepreneurship training and self-employment among university graduates: Evidence from a randomized trial in Tunisia* » (Version Française : Formation entrepreneuriale et travail indépendant parmi les diplômés universitaires en Tunisie : Résultats de l'évaluation d'impact du concours des meilleurs plans d'affaires «Entreprendre et Gagner»), écrit par Patrick Premand (Banque Mondiale), Stefanie Brodmann (Banque Mondiale), Rita Almeida (Banque Mondiale et IZA), Rebekka Grun (Banque Mondiale), Mahdi Barouni (République Tunisienne, Caisse Nationale de Sécurité Sociale), septembre 2012.

leurs commentaires. Ils ont eu le temps d'approfondir les aspects de mise en œuvre du projet, d'estimer les paramètres financiers et de tisser des réseaux. Lors de la deuxième phase, les étudiants se sont vu attribuer un conseiller personnel issu du secteur privé et ont finalisé leur plan d'affaires sous la supervision d'un professeur de l'université. Les étudiants étaient censés participer à 8 séances d'encadrement individuel. Après l'obtention de leur diplôme, les étudiants pouvaient participer à un concours pour recevoir des fonds de lancement.

41 pour cent des étudiants ne sont pas venus à bout de la formation, une proportion qui est élevée mais également observée dans d'autres programmes similaires*.

Environ 67 pour cent des étudiants ont terminé le premier volet du programme, à savoir la formation à l'entrepreneuriat dispensée par l'agence nationale d'emploi, et 59 pour cent ont terminé à la fois la formation et l'accompagnement individuel. Les étudiants qui avaient déjà une idée de projet lorsqu'ils ont postulé au programme étaient davantage susceptibles de suivre la formation jusqu'au bout. Ceux qui ont abandonné en cours de route avaient une propension plus élevée d'être des hommes ou des étudiants inscrits en économie ou dans des filières commerciales. Les chercheurs ont émis l'hypothèse que ces étudiants percevaient une valeur ajoutée du programme moindre que les étudiants d'autres filières. Certains témoignages ont également indiqué que des étudiants n'avaient pas reçu des informations suffisantes au sujet de la formation et de l'accompagnement, ce qui a contribué à leur abandon.

La voie entrepreneuriale n'a pas conduit à des emplois de meilleure qualité pour les diplômés.

Comparés aux étudiants du groupe témoin, ceux qui ont participé au programme n'étaient pas davantage susceptibles de travailler plus longtemps, de gagner plus d'argent ou d'être couvert par la sécurité sociale. Le programme a toutefois accru le salaire de réserve pour des emplois dans le secteur privé – le salaire minimum auquel un diplômé accepte un emploi dans le privé. Par contre, il n'y a pas eu d'augmentation similaire du salaire de réserve pour des emplois dans le secteur public. Ceci reflète probablement la valeur que les Tunisiens, ainsi que d'autres populations du monde arabe, attachent aux emplois du secteur public, du fait de la stabilité de ces emplois et des avantages qui y sont liés.

Par contre, le programme a renforcé les compétences commerciales des étudiants ...

Transmettre aux étudiants le savoir-faire technique et commercial nécessaire pour devenir entrepreneur était l'un des objectifs directs du programme. Soixante-dix pour cent des participants ont déclaré savoir rédiger un plan d'affaires, contre 45 pour cent dans le groupe témoin. Une augmentation de 10 points de pourcentage dans l'expérience pratique du monde des affaires a également été observée chez les participants – soit une augmentation de 27 pour cent par rapport au groupe témoin.



... et les étudiants du programme bénéficiaient de réseaux d'affaires plus larges.

Les participants au programme étaient plus susceptibles que les étudiants du groupe témoin de connaître un entrepreneur ou un banquier, mais ils avaient moins tendance à demander conseil à un professeur pour développer une nouvelle idée de projet. Ils étaient également légèrement plus susceptibles d'être inscrits à une agence pour l'emploi et de connaître un agent des services d'emploi. Néanmoins, ils n'étaient pas plus susceptibles de recourir à un tel agent de recrutement que les diplômés du groupe témoin.

Les étudiants de la voie entrepreneuriale avaient davantage tendance à posséder certaines compétences comportementales associées au succès d'une activité entrepreneuriale (mais pas nécessairement au succès dans un emploi salarié).

*Groh, M., N. Krishnan, McKenzie, D. and T. Vishwanath (2012). "Soft skills or hard cash? The impact of training and wage subsidy programs on female youth employment in Jordan", Policy Research Working Paper No. 6141, World Bank, Washington D.C.

Selon des mesures de personnalité, les participants se sont révélés plus extravertis et moins agréables que le groupe témoin. Ceci est conforme à des études qui suggèrent que l'agréabilité est associée de façon négative à l'accès à des occupations telles que commercial ou dirigeant. Cependant, les étudiants de la voie entrepreneuriale étaient également moins consciencieux et émotionnellement moins stable que ceux du groupe témoin, deux caractéristiques pourtant généralement considérées comme importantes pour réussir dans la vie. Ceci pourrait potentiellement s'expliquer par le fait que la rédaction d'un mémoire, ce que le groupe témoin a dû faire, peut être relativement plus efficace pour développer certaines compétences qu'une formation entrepreneuriale. Les résultats montrent ainsi que les compétences comportementales sont malléables chez les jeunes, mais également qu'il peut y avoir un arbitrage dans la mise en place de politiques publiques visant le développement de compétences adaptées au travail in-

dépendant et celles visant le développement de compétences adaptées au travail salarié.

Les participants étaient beaucoup plus optimistes et envisageaient l'avenir avec plus d'enthousiasme. Ils avaient aussi davantage confiance en leur capacité de lever des fonds, même ils n'étaient pas plus susceptibles d'avoir obtenu de tels fonds.

Les étudiants de la voie entrepreneuriale étaient plus optimistes quant à leurs perspectives globales sur le marché du travail, par rapport à ceux du groupe témoin. Ils étaient également plus confiants quant à leur capacité à obtenir du crédit – mais pas plus susceptibles de savoir comment faire une demande de crédit ou d'avoir obtenu un crédit. De plus, la majorité des diplômés du groupe expérimental ont déclaré que le manque d'accès au crédit restait le plus gros obstacle au lancement de leur propre entreprise.

* Cobb-Clark, D. A. and M. Tan (2010). "Noncognitive skills, occupational attainment, and relative wages." *Labour Economics* 18(1).

Conclusion

La voie entrepreneuriale a été introduite en Tunisie lors de l'année universitaire 2009/10 et en est actuellement à sa quatrième année. Depuis sa création, le programme a été étendu aux étudiants de master et aux étudiants ingénieurs. Les résultats de son évaluation ont permis de montrer que des mesures complémentaires étaient nécessaires pour promouvoir l'entrepreneuriat de manière plus

efficace. L'Agence Nationale d'Emploi et du Travail Indépendant, qui a également pour mandat d'appuyer les emplois indépendants, travaille à l'heure actuelle avec la Banque Mondiale pour faire face aux différentes contraintes auxquelles les bénéficiaires du programme restent confrontés. Entre autres, elle promeut des activités de soutien à l'entrepreneuriat durant la période post-diplôme.

Le Réseau pour le Développement Humain de la Banque Mondiale, soutient et diffuse les travaux d'évaluation d'impact de projets de développement destinés à lutter contre la pauvreté. **L'objectif est de collecter et d'exploiter des données empiriques, afin d'aider les gouvernements et les organismes de développement à concevoir et à mettre en œuvre les politiques les plus appropriées et les plus efficaces pour améliorer les opportunités en matière d'éducation, de santé et d'emploi dans les pays en développement.** Pour plus d'informations sur qui nous sommes et ce que nous faisons, voir : <http://www.worldbank.org/sief>.

La série de notes périodiques « De l'Expérience à la Politique » est produite par le Fonds Stratégique d'Évaluation d'Impact de la Banque Mondiale (*World Bank's Strategic Impact Evaluation Fund*, ou SIEF), avec l'appui généreux de DFID, le Département du développement international du gouvernement britannique.



THE WORLD BANK
IBRD • IDA

LA BANQUE MONDIALE, FONDS D'ÉVALUATION D'IMPACT STRATÉGIQUE
1818 H STREET, NW WASHINGTON, DC 20433

Série produite par le Fonds d'Évaluation d'Impact Stratégique. Éditrice: Aliza Marcus; Rédactrice: Daphna Berman
Pour plus d'informations sur cette étude, contacter Patrick Premand : ppremand@worldbank.org